

Ouvrir et clarifier le débat

La construction de l'Euro est un nouvel avatar de l'étatisme, au niveau continental La stagnation européenne ne résulte pas de la mondialisation des marchés mais de la politique monétaire et de change qu'exige la monnaie unique.

Le message des électeurs est limpide: ils rejettent une fois de plus, après l'avoir fait à deux reprises en 1993 et en 1995, la politique de déflation compétitive qui étouffe la croissance et amplifie le chômage. Si la construction de l'Euro est à ce prix exorbitant, que nous acquittons depuis 1991 en production perdue et en emplois détruits, alors périsse l'Euro. On sait que les conditions économiques constituent un déterminant majeur des résultats électoraux (Voir par exemple mon article "Conditions économiques et élections: une analyse politico-économétrique : 1920-1973", *Revue Française de Science Politique*, 1976, avec D. Amson). Le jeu de massacre à répétition des élections des années 80 et 90 ne vient pas de ce que les Français seraient par nature ingouvernables. Il est une réponse démocratique à l'obstination de nos dirigeants qui s'acharnent à poursuivre des politiques macro-économiques désastreuses pour nous faire entrer de force dans la monnaie unique.

C'est le message que ne veut pas entendre notre classe de fonctionnaires politiques, de gauche et de droite, dont le seul credo reste, contre vents et marées, l'échafaudage de l'Europe politique par le truchement peu démocratique de la construction d'une monnaie conçue "in vitro" par des technocrates. Il s'agit d'étendre à la France le modèle allemand d'indépendance de la Banque centrale et de politique monétaire et budgétaire restrictive, définitivement, condition mise par Bonn à la création de l'Euro. Et sans accord de l'Allemagne il n'y aura pas d'Euro.

La droite au pouvoir a étouffé la discussion publique de cette question fondamentale. Toute critique ou interrogation sur la politique macro-économique et l'Euro était réputée nuire aux intérêts vitaux du pays. Mais elle n'a pu empêcher les électeurs d'exprimer leur sentiment. La droite a ce faisant, avec la complicité de la gauche, contribué à obscurcir totalement la compréhension des problèmes auxquels se trouve confronté le pays, en rejetant la responsabilité de nos difficultés économiques sur la "dictature des marchés financiers", la globalisation économique et l'ultra-libéralisme, tout en assimilant la construction d'une Europe monétaire, et par suite politique, à un choix raisonnable, celui du libéralisme et de l'ouverture internationale.

Contre-vérités

Or toutes ces assertions sont infondées. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui s'appuient beaucoup plus que l'Europe continentale sur les marchés financiers, qui soutiennent l'utilité de la globalisation du commerce et qui ont mis en œuvre de vraies réformes libérales là où les continentaux tergiversent, ne s'en portent que mieux avec une forte croissance et un déclin marqué du chômage. La responsabilité de notre stagnation n'est donc pas celle de la globalisation

ou du libéralisme.

D'autre part, dans leur souci d'écarter tout débat sur la politique monétaire et de change, nos "élites uniques" en viennent alors à accuser les Français de conservatisme. Ce serait leur refus obstiné des réformes libérales qui bloquerait la croissance et causerait le chômage. Mais on ne voit pas que des réformes libérales aient été proposées, ni sous le gouvernement Balladur ni sous le gouvernement Juppé. Les mesures annoncées pour la sécurité sociale, par exemple, ne sont que le énième dispositif de rationnement administratif que tous les gouvernements précédents ont mis en œuvre, avec le succès que l'on sait.

Pour autant, Philippe Séguin a raison de souligner que ce n'est pas vraiment l'excès d'Etat, au sens strict, qui est en cause. Sa dimension n'a pas tellement augmenté au cours des dernières décennies. Ce qui a causé l'extraordinaire gonflement des prélèvements obligatoires, qui fait de la France le dernier exemple de société socialiste au sein de l'OCDE, c'est le système de monopole quasi-public des retraites et de l'assurance maladie. C'est ce secteur qui doit être réformé en priorité pour y introduire des degrés de liberté et l'efficacité de la concurrence, tout en maintenant intégralement les transferts sociaux qui existent actuellement en faveur des plus faibles salaires (voir mon article "Une réforme simple efficace et sociale", *Le Figaro*, vendredi 18 octobre 1996).

Mais cette réforme, comme celle des rigidités diverses qui affectent le marché du travail ne peut raisonnablement être entreprise que dans une phase d'expansion où chacun se sent assuré de son emploi et de l'augmentation de son niveau de vie. Pour cela il est impératif de mettre en œuvre, en priorité, une bonne politique macro-économique. Elle signifie pour la France un change flottant et une réduction des taux d'intérêt

La politique de la droite au pouvoir a été désastreuse en la matière alors que toutes les conditions étaient réunies pour retrouver une croissance vigoureuse sans inflation. Cette politique est dictée par une ambition dirigiste européenne. On nous a dit que l'Euro constituait un projet "libéral" sans lequel aucune prospérité future n'était possible. Qu'y renoncer conduisait nécessairement au repli frileux sur l'hexagone et au protectionnisme. Ce ne sont que contre-vérités.

Stratégie européenne ou libérale ?

L'Europe en effet n'est pas nécessairement libérale en elle-même. Le marché commun l'est, dans le cadre plus vaste des échanges mondiaux et de l'Organisation Mondiale du Commerce. Mais la construction de l'Euro, qui entraîne inéluctablement celle d'un gouvernement et d'un super-Etat européens, découle au contraire d'une conception dirigiste et étatiste. Partout dans le monde les Etats les plus hétérogènes tendent à se désagréger, comme d'ailleurs les entreprises qui s'adonnent au "downsizing". Seule l'Europe essaie, à contre courant des réalités économiques, de coiffer d'une superstructure fédérale les hiérarchies étatiques très diverses qui la composent. C'est garder en tête les conditions économiques de fonctionnement des organisations du début du

siècle, celles du développement des firmes géantes et des Etats totalitaires, qui ne sont plus celles de l'aube du deuxième millénaire.

On peut au contraire parfaitement envisager pour la France une stratégie du type de celle retenue par la Grande-Bretagne: une ouverture croissante sur l'extérieur et une participation active au grand marché européen sans pour autant s'engager dans une construction étatiste au niveau du continent. Personne aujourd'hui ne remet en cause la réussite ni la nécessité du marché unique en Europe. Mais l'Europe utile est déjà réalisée: c'est une zone de libre-échange continental, sans monnaie unique. Assortie éventuellement d'initiatives concertées en matière de commerce international et de diplomatie.

La monnaie, dans le monde contemporain, est un apanage étatique. La construction d'une monnaie nouvelle ne va pas sans construction d'un Etat nouveau. Qualifier de "libérale" cette stratégie étatiste, qui repose sur une politique financière restrictive, est une tromperie.

Cependant, passées les élections, les langues se délient et le débat peut enfin avoir lieu. Entre la construction politique de l'Europe de la monnaie, au prix de la prospérité économique, et une politique de croissance économique et d'ouverture internationale qui permette enfin les réformes indispensables sans perte de niveau de vie, le libéralisme est incontestablement du côté de la seconde. Mais le changement de stratégie appelle au préalable la distinction claire et sincère des termes du débat, qui permette les indispensables reclassements politiques.

JJR